

développement, comme l'a d'ailleurs fait le fardeau de la majoration du prix pour les pays en développement importateurs de pétrole. D'autre part, tant les économies nationales que l'économie internationale ont dû absorber le coût d'exodes de plus en plus nombreux de réfugiés dans diverses parties du monde. Il eut été très difficile de prédire cette situation il y a cinq ans.

J'estime en outre que notre action a été entravée par notre recours, au sein d'instances internationales, à des méthodes peu maniables de négociation des questions complexes qui touchent au processus du développement international. À cet égard, le Canada estime que les méthodes qu'il a utilisées il y a cinq ans pour parvenir à des ententes globales générales ne sont pas nécessairement appropriées aujourd'hui. À l'époque, nous cherchions à parvenir à des ententes globales et assez généralisées sur un certain nombre de grands objectifs de politique. Aujourd'hui, nous sommes appelés à traduire ces ententes généralisées en résultats économiques concrets. Partant, il nous faut trouver des méthodes de négociation différentes - des méthodes qui tiennent compte, par exemple, des perspectives de développement des pays pris individuellement, de la situation de ces pays en tant qu'exportateurs ou importateurs d'énergie, exportateurs ou importateurs de produits manufacturés, producteurs ou consommateurs de produits de base, ainsi que des capacités diverses des pays à se suffire sur le plan alimentaire. C'est pourquoi le Canada déploiera tous les efforts au cours des négociations qui viennent pour dépasser les approches généralisées et s'attacher aux occasions spécifiques qu'offre chaque secteur à l'étude.

Comme les sujets proposés à l'ordre du jour des négociations globales ne peuvent être examinés simultanément, il est essentiel que nous choisissons les sujets les plus pressants pour les étudier en profondeur. Permettez-moi de passer brièvement en revue un certain nombre de sujets-clés.

Le plus impérieux des défis qui se posent à nous demeure le sort des plus pauvres de la Terre, près d'un milliard de personnes qui vivent au seuil de la condition humaine. La conscience internationale ne saurait ni accepter ni tolérer cette situation. Nous devons faire en sorte que ces personnes voient satisfaits leurs besoins les plus fondamentaux - la nourriture, l'abri, les soins médicaux, l'hygiène, l'eau potable, l'éducation - auxquels tout être humain est en droit de s'attendre. L'ébauche de la Stratégie de développement international établit des objectifs qualitatifs au regard de ces besoins auxquels nous souscrivons tous: prolonger l'espérance de vie, mettre fin